



NATIONS UNIES
CAMEROUN



**RAPPORT DU SYSTÈME DES NATIONS
UNIES SUR LES RÉSULTATS
au Cameroun
2022**



NATIONS UNIES
CAMEROUN



DÉCENNIE
D'ACTION



The background of the page is a solid blue color with a large, faint, white watermark of the United Nations emblem. The emblem consists of a world map centered on the Atlantic Ocean, surrounded by a laurel wreath.

| RAPPORT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES **SUR LES RÉSULTATS** **au Cameroun**



Table de matières

Avant-propos	5
Les Nations Unies au Cameroun	8
Les partenaires de développement clés du Système des Nations Unies au Cameroun	9
Données de référence sur le Cameroun	11
Chapitre 1 : Contexte du pays et tendances de développement	12
Chapitre 2 : Appui du Système des Nations Unies aux priorités nationales de développement à travers le Plan-cadre	16
2.1. Aperçu des résultats du Plan-cadre	17
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre	20
• Réalisation 1	23
• Réalisation 2.1	29
• Réalisation 2.2	35
• Réalisation 3	41
• Réalisation 4	47
2.3. Innovations	53
2.4. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030	55
2.5. Résultats d'une collaboration accrue et renforcée au sein des Nations Unies : cohérence, efficacité et efficience	56
2.6. Évaluation et leçons apprises	59
Chapitre 3 : Priorités de l'Équipe-pays pour 2023	60
Liste des acronymes	63



Avant-propos

Le présent rapport annuel est le premier du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable au Cameroun pour la période 2022-2026. Par les résultats qu'il met en exergue, il illustre l'envergure nouvelle avec laquelle l'Organisation des Nations Unies entend marquer sa présence au Cameroun pour impulser le développement humain et durable de ce beau pays. Dans cette perspective, ses interventions ont été inscrites dans le cadre du soutien à l'accélération de la progression du Cameroun vers sa réalisation comme un pays émergent et démocratique, uni dans sa diversité et engagé à ne laisser personne de côté, tel que cela est souligné par sa vision de développement.

Ainsi, ce rapport démontre l'engagement des Nations Unies dans la mobilisation de toutes les parties prenantes en vue de la mise en œuvre des priorités de développement définies par le pays. Ces priorités sont alignées sur les aspirations de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 - L'Afrique que nous voulons. Telles que convenues avec le Gouvernement, les interventions ainsi mobilisatrices et productrices de mieux-être pour les populations ont été orientées vers quatre priorités stratégiques :

- i. croissance inclusive et durable grâce à une transformation structurelle et verte de l'économie avec une création d'emplois décents ;
- ii. développement humain et social de qualité, inclusif et équitable ;
- iii. appui institutionnel et participation citoyenne ;
- iv. durabilité environnementale, gestion des risques climatiques et des catastrophes.

Tout en avançant vers la concrétisation progressive de ces priorités, il faut noter que le pays est confronté à d'importants défis socio-économiques. La crise russo-ukrainienne a aggravé les tendances inflationnistes post-COVID-19, exacerbant les prix des denrées alimentaires de première nécessité, avec leur impact sur la sécurité alimentaire des ménages les plus fragiles. A cela s'ajoutent les deux millions de personnes touchées par les déplacements forcés dans un contexte de difficultés de financement du développement et de l'aide humanitaire.

Il s'agira donc pour le présent rapport de présenter les progrès dans la mise en œuvre du Plan-cadre. Les résultats obtenus et les impacts générés ou consolidés confirment que le Système des Nations Unies, par son expertise et ses réalisations, demeure un partenaire de choix pour le développement du Cameroun.

À ce titre, nous nous réjouissons du soutien reçu du Gouvernement pendant toute l'année 2022 ; lequel a fortement contribué à faciliter nos interventions. Cette communauté dans l'action a apporté des solutions aux populations confrontées à des difficultés importantes. Par ailleurs, elle marque la volonté partagée du Gouvernement du Cameroun et de l'Équipe-pays des Nations Unies à renforcer constamment leur collaboration et leur disponibilité communes en faveur des objectifs de développement durable (ODD).

Au nom de l'ensemble du Système des Nations Unies au Cameroun, je tiens à exprimer toute ma gratitude au Gouvernement, aux organisations internationales, aux partenaires techniques et financiers, à la société civile et aux populations pour leur coopération fructueuse et leur engagement.

Pour 2023, nous allons redoubler d'efforts pour contribuer aux côtés du Gouvernement du Cameroun à améliorer les conditions de vie des populations camerounaises.



Matthias Zana Naab

**Coordonnateur résident du Système des Nations Unies
au Cameroun**

Les Nations Unies au Cameroun

Le Système des Nations Unies au Cameroun est dirigé par une équipe dont le leadership est basé sur la responsabilité mutuelle envers les résultats des Nations Unies dans le pays. La fonction de coordination est renforcée et supervisée par le Coordonnateur résident, représentant désigné du Secrétaire Général des Nations Unies au Cameroun, pour les opérations de développement.

Les entités membres de l'Équipe-pays travaillent ensemble, selon l'approche *"Unis dans l'action"*, afin de répondre plus efficacement aux priorités de développement et besoins humanitaires du Cameroun, suivant le mandat des Nations Unies.

En 2022, l'Équipe-pays était constituée de 19 Agences résidentes et 3 Agences non-résidentes. Sous la direction du Coordonnateur résident, l'Équipe-pays prend des décisions collectives, notamment sur la mise en œuvre du Plan-cadre, la programmation conjointe, la mobilisation et l'allocation des ressources ainsi que la réponse collaborative aux problèmes émergents et opérationnels.

Les interventions pour répondre aux défis sont proposées par des groupes de résultats, présidés par des Chefs d'Agence en étroite collaboration avec les administrations publiques concernées. Ces groupes permettent aux Agences de mettre en commun leur expertise en fonction de leurs avantages comparatifs pour contribuer conjointement aux priorités et stratégies nationales de développement.

L'identification des programmes a été réalisée par l'Équipe-pays en collaboration avec les partenaires d'exécution nationaux sur la base du Plan-cadre et d'autres documents de référence.



Les partenaires de développement clés du Système des Nations Unies au Cameroun

Au Cameroun, le Système des Nations Unies assure la mise en œuvre du Plan-cadre avec le Gouvernement à travers les différents ministères sectoriels, les établissements publics administratifs, les CTD, les organisations de la société civile, les laboratoires d'idées, les universités, le parlement, le secteur privé, les institutions financières internationales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Il y a également les groupes de femmes et de jeunes, les groupes confessionnels et d'autres groupes, y compris les groupes de personnes en situation de vulnérabilité.

Une liste non exhaustive des partenaires est présentée ci-dessous.

État du Cameroun, y compris les ministères, les établissements publics administratifs et les communes



Partenaires techniques et financiers



Autres Organisations de la société civile



Secteur privé





Données de référence sur le Cameroun



Taux de sous-emploi
global

65%
(2021)



Indice de
développement humain

0,57
(2021-2022)



Taux d'alphabétisation

81%
(2017)



Taux d'insertion sur le marché
de l'emploi des jeunes sortants
du système de formation
professionnelle

13%
(2020)



Taux de malnutrition
chronique (enfants < 5
ans)

29%
(2018)



Taux d'insécurité
Alimentaire

22,3%
(2020)



Proportion de femmes/
filles victimes des
violences domestiques

22%
(2018)

Source : INS, MINADER

01

Chapitre

Contexte du pays et tendances de développement





En 2022, le Cameroun a été marqué par une conjoncture dont les phénomènes majeurs l'ayant affecté relèvent aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du pays. Au plan externe, il y a eu la persistance des effets de la crise sanitaire liée au COVID-19 ainsi que les impacts de la guerre en Ukraine. Sur le plan interne, le pays a continué à faire face à l'instabilité dans certaines de ses régions avec pour conséquences majeures la recherche de nouveaux équilibres humains, sociaux, environnementaux et économiques.

Toutes ces situations ont exacerbé les tendances inflationnistes avec un taux de 6.2% selon l'Institut National de Statistique (INS). Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est reparti à la hausse après la baisse liée au ralentissement des activités de l'année 2021 et a connu sa valeur la plus élevée dans l'histoire du pays, soit 1 666,9 \$ selon la Banque Mondiale. Tout en témoignant de la résilience de l'économie nationale, ce relèvement demeure juxtaposé à la persistance d'inégalités de revenu moyen entre les régions, les zones rurales et urbaines, les sexes ou les groupes d'âge. La correction de ces inégalités est d'ailleurs au cœur de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30).

En dépit des efforts du Gouvernement et des appuis des partenaires dont les Nations Unies, les résultats dans le domaine de l'éducation restent mitigés et invitent à davantage d'efforts. En effet, malgré l'accroissement

de la population des élèves au secondaire public avec près de 2 millions d'adolescents (937 237 filles et 1 046 142 garçons) inscrits en 2022, le taux national de décrochage à ce niveau a connu une légère hausse passant de 13,13 % en 2021 à 14,04 % en 2022. On observe cependant des tendances opposées entre les deux sous-systèmes puisque ce phénomène a cru dans le sous-système francophone alors qu'il a décliné dans le sous-système anglophone.

Les situations de tension ou de crise rencontrées dans les régions frontalières de l'Adamaoua et de l'Est, de l'Extrême-Nord ainsi qu'au Nord-Ouest et au Sud-Ouest ont continué à générer des déplacements forcés de population, freinant ainsi les efforts de développement. En effet, ces mouvements de population posent des défis humanitaires et de développement, notamment pour les déplacés et réfugiés de longue durée. D'après le Plan de réponse humanitaire au Cameroun 2022, la population en situation de besoin humanitaire a connu une décroissance par rapport à l'année précédente, passant de 4,4 millions à 3,9 millions. Ces défis humanitaires sont maintenus par la survenue de catastrophes naturelles.

Au cours de l'année 2022, certaines régions du Cameroun ont continué à faire face à des inondations, à la déforestation et à des sécheresses récurrentes ainsi qu'une durée incertaine des saisons de pluies. Dans des proportions variables à travers le pays, ces situations qui traduisent les changements climatiques, ont également entraîné des déplacements forcés de populations. Ces déplacements ont causé des dommages importants aux activités de production et aux infrastructures, aggravant ainsi la vulnérabilité de certains groupes humains.

Les résultats du Cadre Harmonisé d'octobre 2022 conduit en collaboration entre les Nations Unies et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) indiquent que 13% de la population est en insécurité alimentaire aiguë sévère (3 597 014 personnes) au Cameroun. Il s'agit d'une augmentation de 50 % par rapport à la même période en 2021. Aussi, le nombre de départements en crise à l'échelle nationale est passé de 12 en octobre 2021 à 17 en octobre 2022, indiquant une détérioration géographique de la situation de la sécurité alimentaire, particulièrement affectée les violences et les aléas climatiques. Il apparaît ainsi que 23,1 % de la population du Nord-Ouest, 21,5 % de la population du Sud-Ouest et 16,7 % de la population de l'Extrême-Nord sont en situation d'insécurité alimentaire.

¹ Données de la Banque Mondiale



Pour ce qui est de la gouvernance, le Cameroun a continué à mettre en œuvre la politique de décentralisation. L'adoption de plans communaux et régionaux de développement poursuivie ou initiée au cours de l'année 2022 a pour ambition de donner une impulsion nouvelle au développement local. Toutefois, les CTD présentent des capacités de mobilisation de ressources, y compris par la fiscalité locale, très disparates et de ce fait requièrent un appui soutenu.

Au sujet du financement du développement, et avec le contexte mitigé de cette première année de mise en œuvre du Plan-cadre, 2022 a permis de commencer à vérifier la pertinence des priorités stratégiques identifiées conjointement par les Nations Unies et le Gouvernement. Il est ainsi apparu que leur efficacité et leur impact dépendent de la capacité du Système des Nations Unies à résoudre les défis liés à la mobilisation des ressources nécessaires pour une mise en œuvre efficace. En considérant les tendances actuelles, le financement du développement au Cameroun pourrait évoluer avec les investissements directs étrangers qui ont décuplé au cours des deux dernières décennies.

Lors de la décennie 2010, l'aide publique au développement qui a continuellement cru, atteignant 1,4 milliard \$ en 2020, a chuté à 1,13 milliard \$ en 2021. Cette baisse témoigne de la corrélation de cette aide aux soubresauts du contexte politique et économique international. Les ressources nationales suivent également cette tendance, grandement dépendantes qu'elles paraissent des recettes d'exportation des matières premières.

Au Cameroun, la mobilisation de financements pour le développement tient compte des priorités nationales. La SND 30 est axée sur la transformation structurelle de l'économie comprenant les changements dans les structures productives, industrielles, financières, administratives, sociales et environnementales pour une croissance économique forte, partagée, inclusive et durable. Ainsi, sa mise en œuvre nécessite un volume important d'interventions et d'investissements impliquant la nécessité de recourir à différents leviers de financement innovants. C'est pourquoi le pays s'est engagé à l'élaboration d'un Cadre National de Financement Intégré (CNFI), comme outil cohérent dans la mobilisation des financements supplémentaires. Le but ainsi recherché est de soutenir son développement durable, élargir la mobilisation des ressources ainsi qu'améliorer la qualité de la dépense et de la gouvernance publique.

En effet, le pays continue de faire face à une augmentation de la demande en services sociaux essentiels du fait notamment de la croissance de la population dont le taux était estimé à 2,3 % en 2019 selon l'INS (Annuaire statistique 2019 du Cameroun, P.27). Par ailleurs, les situations d'instabilité sociale et de vulnérabilité économique ou environnementale, telles que précédemment ressorties imposent un volume important et un rythme soutenu des investissements.



La Banque Africaine de Développement (BAD) et le Système des Nations Unies ont conduit une évaluation conjointe des facteurs de vulnérabilité et sources de résilience en décembre 2022. Cet exercice a permis la consultation d'un échantillon très large d'experts gouvernementaux, de la société civile, du secteur privé ainsi que des partenaires au développement sur les dimensions de gouvernance, sécurité, justice, économie, cohésion sociale, impacts régionaux et climatiques susceptibles d'affecter le pays. Les résultats de cette évaluation guideront le document de stratégie pays 2023-2027 de la BAD. Ils permettront également d'identifier des opportunités pour renforcer le partenariat entre la BAD et les Nations Unies.

La Banque Mondiale en collaboration avec le Système des Nations Unies, a apporté un appui technique au ministère des Affaires sociales (MINAS) pour développer et gérer le registre social unifié Cameroun, y compris la mise en place d'une procédure opérationnelle pour la gestion du mécanisme de plainte et de retour d'information.

² Données d'Agence Ecofin

³ Données Banque Mondiale

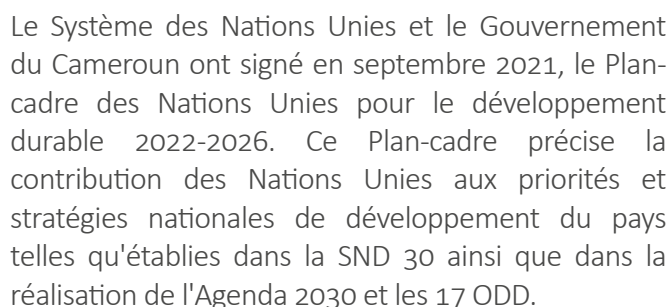


02

Chapitre

Appui du Système des Nations Unies aux
priorités de développement nationales à travers
le Plan-cadre





En parcourant les résultats de sa mise en œuvre en 2022, on relève des résultats pour les quatre priorités stratégiques et les cinq réalisations sur lesquelles repose ce Plan-cadre. Il en est de même pour ce qui est des différents produits de ces réalisations qui ont été concrétisés par les diverses interventions des Nations Unies. Ces derniers sont issus aussi bien des interventions spécifiques d'une Agence que des actions conjointes de plusieurs mettant ainsi en avant la cohérence et la complémentarité comme approches d'exécution des projets ou des programmes.










Parce qu'en droite ligne de la planification du Plan-cadre, les achèvements ainsi obtenus relèvent des priorités de développement du pays et des contextes qu'ils sont destinés à améliorer. En effet, un alignement préalable des réalisations et des produits de ce Plan-cadre avec les résultats et les objectifs de la SND 30 avait été effectué bien avant sa validation pour garantir leur pertinence et leur cohérence. Par ailleurs, les interventions du Système des Nations Unies ont été proposées, appuyées ou

validées par le Ministère ou l'institution publique dont elles relevaient ; ce qui les inscrit de facto dans le cadre des options de développement retenues par le pays. Au total, les réalisations obtenues s'inscrivent dans un des quatre piliers de la SND 30 :

- i. la transformation structurelle de l'économie,
- ii. le développement du capital humain et du bien-être,
- iii. la promotion de l'emploi et de l'insertion économique,
- iv. la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'État.

Pour autant, il reste que la mise en œuvre de ce Plan-cadre soit à accélérer du fait des pesanteurs généralement observées au lancement de telles initiatives d'envergure ; lesquelles ont retardé ou ralenti certaines interventions et les réalisations qu'elles induisent.

En définitive, ce Plan-cadre vise à faire du Cameroun une terre d'opportunités, d'engagement citoyen, et de bien-être des populations selon les projections ci-après :

Priorités stratégiques	Réalisations	ODD	
 <p>Une croissance inclusive et durable grâce à une transformation structurelle et verte de l'économie avec une création d'emplois décents</p>	<p>1. D'ici à 2026, davantage de personnes, plus particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes socialement et économiquement vulnérables, y compris les réfugiés et les PDI, bénéficient de façon équitable d'opportunités accrues, dans une économie verte, diversifiée, transformatrice, résiliente et inclusive, créatrice d'emplois décents dans les secteurs productif</p>		PROSPÉRITÉ
 <p>Un développement humain et social de qualité, inclusif et équitable</p>	<p>2.1. D'ici à 2026 davantage de personnes, par tranche d'âge, particulièrement les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), utilisent des services sociaux de base de qualité de façon équitable et durable pour réaliser leur plein potentiel humain et accroître leur bien-être social et économique</p> <p>2.2. D'ici à 2026, les écarts dans les indicateurs clés socio-économiques sont réduits, reflétant une plus grande égalité des sexes et une progression dans l'autonomisation des jeunes, des femmes et des filles, et d'autres groupes vulnérables, y compris dans les contextes humanitaires</p>	 	POPULATION
 <p>Un appui institutionnel et une participation citoyenne</p>	<p>3. D'ici à 2026, les jeunes, les femmes, les groupes les plus vulnérables, les personnes vivant avec un handicap, y compris les réfugiés et PDI, contribuent activement à l'efficacité des politiques et à la performance des institutions publiques au niveau national, régional et communal, et jouissent pleinement de leurs droits</p>		PAIX
 <p>Une durabilité environnementale et une gestion efficace des risques climatiques et des catastrophes</p>	<p>4. D'ici à 2026, les populations des différentes zones agroécologiques, y compris les jeunes, les femmes et les groupes socialement vulnérables, vivent dans un environnement plus sain, gèrent de manière durable les ressources environnementales, y compris la biodiversité, et sont plus résilientes aux chocs liés aux catastrophes et aux changements climatiques</p>		PLANÈTE



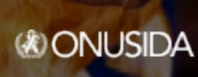
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre







Agences des Nations Unies engagées



Réalisation 1

Croissance inclusive et durable grâce à une transformation structurelle et verte de l'économie avec une création d'emplois décents



D'ici à 2026, davantage de personnes, plus particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes socialement et économiquement vulnérables, y compris les réfugiés et les PDI, bénéficient de façon équitable d'opportunités accrues, dans une économie verte, diversifiée, transformatrice, résiliente et inclusive, créatrice d'emplois décents dans les secteurs productif

1.1

Produit 1.1

Les chaînes de valeurs porteuses (végétales, forestières, animales et halieutiques), à fort potentiel d'exportation sont développées et promues.

1.2

Produit 1.2

Les TPME, les sociétés coopératives et les start-ups portées prioritairement par les jeunes, les femmes et les couches vulnérables ont un meilleur accès aux mécanismes de financement inclusifs.

1.3

Produit 1.3

Les capacités des institutions, des TPME, des sociétés coopératives et des start-ups portées prioritairement par les jeunes, les femmes et les couches vulnérables sont renforcées pour une contribution effective à la transformation de l'économie.

1.4

Produit 1.4

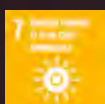
Les communautés économiques régionales et les cadres institutionnel, législatif et réglementaire nationaux sont renforcés pour une meilleure intégration des marchés et la promotion du libre-échange continental.

1.5

Produit 1.5

Le Plan directeur d'industrialisation est mis en œuvre.

ODD ciblés



Quelques faits et chiffres clés



Ralentissement des activités économiques, du déplacement des biens et des personnes dans les zones d'insécurité



Impacts négatifs de la guerre en Ukraine avec la hausse des prix des produits importés



Relèvement progressif malgré la baisse des flux commerciaux et les retards en approvisionnement du fait du COVID-19



2 792

micro-entreprises et entreprises individuelles ou collectives soutenues



4 050

emplois créés



2 100

jeunes ont bénéficié d'opportunités économiques



En collaboration avec les structures de l'État et celles non gouvernementales, l'Équipe-pays des Nations Unies a travaillé à l'inclusion des personnes marginalisées dans les activités de production ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement économique national, régional ou local.

Pour stimuler la production, faciliter la commercialisation et améliorer les revenus des producteurs agricoles, il y a eu la mise en place d'un système d'information sur les marchés dans certaines régions. Ceci a permis un meilleur accès aux marchés, intérieurs ou extérieurs. Pour la compétitivité, 24 normes sur le riz et l'oignon ont été homologuées par l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR).

L'option d'amélioration de la commercialisation des produits agricoles ainsi visée a également vu la tenue du premier concours des produits du terroir à l'Institut agricole d'Obala dans la région du Centre. Cette promotion du « made in Cameroon » a permis de mettre en valeur une centaine de producteurs locaux en provenance des dix régions du pays. Cette option a également été obtenue par le renforcement des capacités de production visant une meilleure compétitivité des filières ciblées aussi bien chez les producteurs que chez les personnels d'encadrement. Pour ces deux groupes cible, ce renforcement des capacités a intégré les aspects techniques et entrepreneuriaux notamment la gestion des exploitations agricoles ainsi que la production dans les secteurs de l'aquaculture, de la production végétale et de la production animale.



En guise d'illustration, un plan de développement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur semencière de riz et d'oignon couvrant les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest a été élaboré et sa mise en œuvre initiée.

Concernant les bénéficiaires, l'accompagnement holistique ainsi expérimenté a intégré les personnes déplacées internes (PDI), les réfugiées, les retournées et les membres des communautés hôtes. Ils ont ainsi bénéficié d'un encadrement de proximité pour le développement des activités génératrices de revenus (AGR). Dans les régions de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest particulièrement, cet encadrement a été focalisé dans le maraîchage, l'élevage des petits ruminants, la pisciculture et la culture des céréales. A Mora dans la région de l'Extrême-Nord, on a ainsi vu la mise en place d'un système durable intégré de production maraîchère et piscicole permettant de valoriser les eaux usées issues de la pisciculture en bacs sans utilisation d'engrais avec une irrigation goutte à goutte. Trois Écoles Familiales Agricoles de la région de l'Extrême-Nord ont reçu des équipements de travail innovant pour augmenter la production agricole. 300 stagiaires qui en sont issus ont également été formés aux compétences de vie liées aux impacts de la crise du COVID-19 sur les revenus des agriculteurs.

En complément à cet accompagnement individuel ou en groupe sous forme de coopérative ou autre modalité collective, les producteurs ont également bénéficié de subventions, de crédits productifs, d'accompagnement à la mobilisation de ressources ainsi que de fourniture des actifs productifs

(semences, intrants et petits matériels, etc.). En plus de ces contributions directes, le concours du Système des Nations Unies a également influencé l'environnement de l'accès aux financements appropriés. En effet, il a permis l'élaboration de la stratégie nationale de la finance inclusive qui pose les jalons pour l'accès et l'utilisation d'une gamme diversifiée de produits financiers adaptés et à des coûts abordables. Cette stratégie cible particulièrement les populations rurales, les femmes, les jeunes ainsi que les groupes socialement vulnérables (GSV). A une échelle régionale, cette offre d'un meilleur accès à des services financiers de qualité a permis le renforcement de la sécurisation des actifs et l'amélioration des prestations de service de 20 établissements de microfinance dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Afin d'adapter le cadre fiscal local aux structures de production promues par les personnes considérées vulnérables, les Nations Unies ont mis à disposition des pouvoirs publics des pistes d'organisation, d'administration et de régulation des régimes fiscaux et de la fiscalité communale. Les propositions ainsi formulées tiennent compte des exigences des différents secteurs d'activité à partir de pratiques prometteuses.

La capitalisation des pratiques prometteuses a été étendue aux activités de production. Ainsi, l'exploitation d'une source durable d'énergie et son intégration dans les activités domestiques ont généré des AGR. A travers une approche en chaîne auto-référée, 36 femmes issues des communes de Bibemi et Poli dans la région du Nord et Zina

dans celle de l'Extrême-Nord ont été formées à la construction des fours pour cuisson à partir de l'énergie solaire. A leur tour, elles ont capacitée des jeunes et des femmes dont les activités ont permis l'équipement de 1 000 ménages ainsi que la construction de 3 000 foyers à cuissons avec la production de plus de 60 000 briquettes.

Au-delà des réalisations directement visibles sur des bénéficiaires individuels, les résultats des interventions des Nations Unies au Cameroun portent également sur l'amélioration du cadre institutionnel et stratégique en faveur des investissements et de la création d'emplois décents. Pour ce qui est des investissements, l'Agence de promotion des investissements (API) a renforcé ses capacités dans la conduite des évaluations pratiques des projets d'investissements. Ce qui lui a permis de consolider une base de données de 212 entreprises dont 190 investisseurs étrangers et 22 grandes entreprises nationales, employant près de 55 000 personnes. L'Agence de promotion des petites et moyennes entreprises (APME) a profilé 50 petites et moyennes entreprises (PME) afin de mettre en lumière les opportunités d'investissement à promouvoir dans le portail Invest-in-ACP. Globalement, six institutions agissant pour la promotion des investissements ont bénéficié du renforcement des capacités pour l'utilisation de l'outil COMFAR d'évaluation des projets d'investissement. En plus de l'API et de l'APME, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), le mouvement patronal Entreprises du Cameroun (ECAM), le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM) ainsi que l'Office national des zones franches industrielles (ONZFI) ont également amélioré leurs connaissances sur l'utilisation de cet outil.

Concernant la création des emplois décents, l'arrimage de la politique nationale de l'emploi à la SND 30 en est une attestation. De même, l'accompagnement du Fonds National de l'Emploi (FNE) à travers la mise en place des bornes emploi dans les communes d'arrondissement de Yaoundé 2 et de Douala 4 a débouché sur l'enregistrement de plus de 1 000 chercheurs d'emplois ainsi que sur le placement de plus de 150 d'entre eux. La poursuite des initiatives de mise à disposition rapide des emplois d'urgence pour le relèvement socio-économique ont permis l'insertion de 70 jeunes dans les communes de Bamenda et de Maroua selon l'approche à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Dans le cadre de la promotion de la chaîne d'approvisionnement nationale en produits médicaux pour une meilleure résistance au COVID-19, des appuis matériels et du renforcement des capacités ont été offerts à 50 jeunes entrepreneurs.

Concernant l'accompagnement des PME au processus de certification et à la démarche qualité, 30 de ces structures ont été accompagnées à la démarche qualité et à la certification de leurs produits par le Bureau de Mise à Niveau (BMN) pour une plus grande compétitivité et un accès accru au marché Sous régional (CEMAC) et continental (ZLECAF).

Au sujet de la mise en œuvre du Plan directeur d'industrialisation du Cameroun, les Nations Unies ont sensibilisé et communiqué sur les indicateurs industriels lors de la présentation du rapport mondial sur le développement industriel. Elles ont accompagné l'amélioration de la capacité nationale de gestion du mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or au Cameroun. Cela s'est fait au moyen de l'appui à la préparation d'un plan d'action national à la Convention de Minamata.



La mise en œuvre de l'initiative Youth Connect s'est poursuivie au Cameroun en 2022. Ses interventions ont permis à 300 jeunes entrepreneurs des 10 Régions d'améliorer leurs connaissances et leurs pratiques sur les questions entrepreneuriales et managériales ainsi que sur les exigences liées à la maturation des projets. Au terme du processus mis en place à cet effet, les participants ont présenté des idées de projet entrepreneurial bancables.

L'appui du Système des Nations Unies a permis la sélection et l'accompagnement de 10 initiatives innovantes portées par les jeunes et accompagnées à leur mise en place par le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC). Par ailleurs, cette initiative a contribué à l'immersion socioprofessionnelle de 170 jeunes ayant bénéficié de stages académiques et professionnels dans divers organismes publics et privés.





Agences des Nations Unies engagées



Réalisation 2.1

Développement humain et social de qualité, inclusif et équitable



D'ici à 2026, davantage de personnes, par tranche d'âge, particulièrement les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les PDI, utilisent des services sociaux de base de qualité de façon équitable et durable pour réaliser leur plein potentiel humain et accroître leur bien-être social et économique.

2.1.1

Produit 2.1.1

Un accès accru de façon équitable et durable des nouveau-nés, enfants, adolescents, femmes et hommes aux services de prévention et de prise en charge des cas de maladies et de malnutrition de qualité.

2.1.2

Produit 2.1.2

Les capacités du système national de santé sont renforcées pour fournir des services essentiels de qualité à tous et répondre efficacement aux situations d'urgences et aux épidémies

2.1.3

Produit 2.1.3

Un accès accru de façon équitable et durable des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes, des adolescents, des personnes âgées et des communautés vulnérables à une alimentation saine, nutritive, adéquate, diversifiée et sécurisée et aux services de prévention de la malnutrition

2.1.4

Produit 2.1.4

Les capacités du système national de surveillance et de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées pour permettre l'utilisation efficace des données par les utilisateurs

2.1.5

Produit 2.1.5

Les capacités du système de protection sociale sont renforcées pour répondre efficacement aux besoins des enfants, des adolescents, des jeunes, des femmes et des personnes laissées pour compte, en vue de la réduction des inégalités.

2.1.6

Produit 2.1.6

Un accès accru des enfants, des adolescents, des jeunes, prioritairement les filles, et des groupes vulnérables, à une éducation inclusive de qualité, y compris une offre d'alphabétisation.

2.1.7

Produit 2.1.7

Un accès accru de façon équitable et durable des jeunes de 15-35 ans à la formation professionnelle et aux opportunités d'apprentissage, en adéquation avec le secteur productif.

ODD ciblés



Quelques faits et chiffres clés



Participation du Cameroun au Sommet de Haut Niveau sur la Transformation de l'Éducation en septembre 2022



Inscription de **deux millions d'adolescents et jeunes** dans les établissements secondaires publics et privés d'enseignement général ou technique malgré l'évolution du décrochage



Poursuite de la relance de la santé communautaire et accélération de l'opérationnalisation de la couverture santé universelle



2 880

producteurs dont **35 % de femmes** appuyés et capacités dans les activités de diversifications alimentaires et éducation nutritionnelle



10,9 millions

moustiquaires imprégnées distribuées dans six régions pour la protection de plus de **3,5 millions de ménages**



9,5 millions

d'enfants d'âge scolaire traités contre les géo-helminthiases et **3 millions** contre la schistosomiase



Au cours de l'année 2022, l'Équipe-pays a contribué à l'amélioration de l'accès des populations, sans discrimination, aux services de prévention et de prise en charge contre les maladies et la malnutrition. Cela s'est fait notamment en mettant à la disposition du Ministère de la Santé publique (MINSANTE), les médicaments ainsi qu'en contribuant à l'organisation des campagnes pour leur distribution. Il s'est agi des médicaments contre l'Onchocercose, les géo-helminthiases schistosomiases, ainsi que l'Azithromycine contre le Pian.

De même, l'action des Nations Unies a permis le transport et la distribution d'environ 10,9 millions de moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) dans 6 régions (Adamaoua, Est, Extrême Nord, Littoral, Nord et Ouest). Ce qui a contribué à protéger efficacement et durablement plus de 3,5 millions de ménages de ces zones contre le paludisme. Cette action a été étendue au renforcement de la protection des populations les plus vulnérables contre les maladies évitables par la vaccination. 827 879 enfants de 06 mois à 9 ans ont ainsi bénéficié d'une dose supplémentaire de vaccin Rougeole Rubéole dans 36 districts de santé et 5 601 662 personnes ont été vaccinées contre le choléra dans 8 régions du pays. La riposte contre le COVID-19 n'a pas été en reste, avec 2 350 522 doses de vaccins administrées, portant la couverture vaccinale complète à 10% en décembre 2022 contre 3 % un an auparavant.

L'Équipe-pays a également œuvré à accroître la couverture de services de santé, prévention et de prise en charge des cas de maladie et de malnutrition, ainsi que le développement des capacités de préparation à tout type de situation d'urgence dans le pays. Cela s'est notamment traduit par le renforcement des capacités du personnel de santé, y compris des étudiants en médecine, à offrir des soins de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et juvénile, des services VIH de qualité aux groupes vulnérables y compris les populations clés en vue de l'atteinte des objectifs 95-95-95 d'ici à 2025. Ainsi, 55 nouveaux réseaux en soins obstétricaux et néonataux d'urgence ont été mis en place et 762 personnels soignants ont été formés.



Les engagements de l'Équipe-pays ont également été étendus à l'amélioration de l'efficacité de la gestion et de la sécurisation des produits contraceptifs. Ainsi, le Cameroun a été accompagné vers l'adoption des engagements du "Family Planning 2030". Cela a consisté en l'intégration de l'achat des contraceptifs au budget de la santé, et en la signature d'une convention pour l'acquisition et la gestion des produits de planification familiale sur la période 2022-2026. Au niveau opérationnel, le Cameroun a mis à disposition dans 96,7% des formations de deuxième et troisième niveau, au moins 5 méthodes contraceptives modernes essentiellement fournies par les Nations Unies. Cet appui a permis d'atteindre 38 633 nouvelles utilisatrices de ces méthodes parmi les femmes en âge de procréer.

L'appui des Nations Unies a également contribué à renforcer le réseau des laboratoires de santé publique pour le diagnostic et la génomique ainsi que pour la réalisation du test moléculaire de référence COVID-19 via Polymerase Chain Reaction (PCR). Dans la même perspective, il y a eu le renforcement de la couverture nationale de la chaîne de froid alimentée à l'énergie solaire. Ce qui a permis d'améliorer l'offre d'un vaccin de qualité jusqu'aux points les plus reculés de la chaîne de distribution des produits de santé. En facilitant l'extension des services aux zones difficiles d'accès, le Système des Nations Unies a marqué une avancée importante dans l'amélioration de l'offre des services de santé. Le Cameroun a ainsi bénéficié de 3 hors-bords pour la riposte à l'épidémie de choléra dans les zones maritimes au Sud-Ouest. Cet appui a contribué à renforcer ses capacités de préparation aux situations d'urgence dans le pays.

Dans l'optique de la prévention et de la prise en charge de la malnutrition, le Cameroun a bénéficié de la part de l'Équipe-pays du renforcement des capacités de production des spéculations à fort potentiel nutritif, avec la fourniture des actifs productifs et l'extension de l'éducation nutritionnelle des groupes cibles. Les axes d'interventions ont été élargis aux normes de sécurité sanitaire et nutritionnelle des aliments et aux techniques améliorées de gestion post récolte. L'appui à la gestion des épizooties en aviculture traditionnelle est également inscrit à l'actif de l'Équipe-pays en 2022. Cela a permis de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des populations à travers la lutte contre les effets néfastes des crises sécuritaires auxquelles elles sont confrontées. La production végétale a également bénéficié du même type d'attention avec notamment la mise en place d'un système durable intégré de production maraîchère et piscicole en bac hors sol.

En termes de résultats, au total, 621 071 personnes (dont 54 % de femmes) ont reçu une aide avec 24 124 tonnes de nourriture distribuées et 9,4 millions \$ de transferts monétaires. De même, 490 495 personnes ont reçu une assistance vitale sous forme de transfert de ressources sans restriction.



Bien plus, afin d'identifier les zones et d'estimer les populations en phase d'insécurité alimentaire aiguë, 3 évaluations en sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été effectuées par le Programme national de veille et de sécurité alimentaire (PNVSA), grâce au soutien technique et opérationnel de l'Équipe-pays. Au cours de ces opérations, 44 966 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés et 981 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) dépistés ont été orientés vers des centres de traitement. De même, les Nations Unies ont contribué à renforcer l'accès à l'éducation à travers la mise en place de programmes d'alimentations scolaire promouvant pour la plupart les produits locaux. C'est ainsi que dans les régions de de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et de l'Est, 74 752 élèves ont reçu des repas nutritifs quotidiens dans plus de 151 écoles.

Enfin, pour lutter contre les carences en micronutriments, l'initiative de fortification en fer et Acide Folique a été lancée en faveur des jeunes filles inscrites dans les établissements scolaires. Ce qui a permis à en 82 361 adolescentes des régions de l'Extrême Nord et du Nord d'être supplémentées en fer et acide folique.

Par ailleurs, le programme conjoint a contribué au renforcement des capacités de la partie nationale dans la mise en œuvre des programmes d'éducation sexuelle complète de qualité, pour améliorer le niveau de connaissance complète du VIH chez les adolescents et jeunes. Les compétences des membres d'organisations communautaires ont été renforcées pour fournir des services de Prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) à base communautaire. 1 377 femmes enceintes et allaitantes ont été atteintes et testées, dont 297 nouveaux cas qui ont été prises en charge. Les campagnes de prévention combinée VIH réalisées auprès de des groupes cibles (travailleurs vulnérables, PDI, personnes vivant avec handicap visuel et auditif) touchant 10 690 personnes (dont 4 061 Femmes) dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest ont permis à 5 027 Hommes et 3 223 Femmes de faire le test sérologique du VIH et de retirer le résultat. La révision du protocole national de 2ème ligne pour

le traitement de la co-infection TB/VIH au Cameroun a permis d'intégrer le Dolutégravir (DTG) qui est, selon les recommandations de l'OMS, l'option thérapeutique à privilégier contre le VIH dans toutes les populations, y compris les femmes enceintes et celles en âge de procréer.



Pour ce qui est de l'éducation, le Gouvernement a bénéficié des appuis multiformes de l'Équipe-pays. Il a ainsi été accompagné à la préparation, à la participation et à la capitalisation du Sommet sur la Transformation de l'Éducation. À travers ses contributions, l'Équipe-pays a mis en exergue la nécessité et les pistes pour réformer le système d'enseignement scolaire et professionnel, afin qu'il soit davantage apte à accompagner le développement économique et social du Cameroun.

En outre, dans le contexte du COVID-19, elle a appuyé la mise en place du dispositif national d'enseignement à distance à travers la radio, la télévision, les plateformes internet en ligne ainsi que la distribution de supports pédagogiques aux élèves. L'une des initiatives phares dans ce domaine concerne l'initiative "Connect My School" qui vise à capitaliser le potentiel du numérique pour améliorer les acquis pédagogiques chez les apprenants et diversifier les techniques d'enseignement chez les enseignants. Cette facilité d'apprentissage a bénéficié à 161 enseignants et au moins 20 000 enfants dont 4 700 réfugiés de la



Une plateforme bilingue d'enseignement en ligne (www.monecolenligne.cm - www.myschoolonline.cm) a été développée à partir de « Moodle » prenant en compte les 2 sous systèmes éducatifs (francophone et anglophone) du pays. Elle a été rétrocédée au Gouvernement à travers le Ministère de l'Éducation de base comme outils de pérennisation du système éducatif en toute circonstance.



République Centrafricaine, 94 enfants en situation de handicap. L'appui ainsi déployé a également compris la formation des acteurs de la chaîne d'encadrement pédagogique et les responsables du système éducatif sur les dispositifs d'enseignement à distance. 1,754 enseignants du secondaire et 305 du primaire ont ainsi été formés en ingénierie de la production des leçons à distance.

Dans la même veine, avec l'effet dual de la crise sécuritaire et la pandémie à COVID-19, de nombreux enfants ont été privés du droit d'apprendre dans les régions de l'Extrême Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. En réponse à cette situation, un programme d'éducation non formelle a permis à 49 804 enfants en dehors du système scolaire de renouer avec l'apprentissage.

Dans le cadre du renforcement des compétences d'apprentissage et de la performance scolaire des enfants, 730 000 supports pédagogiques imprimés ont été mis à disposition des enfants vulnérables dans les milieux éloignés. Par ailleurs, 22 officiels du Gouvernement ont été accompagnés dans

des missions d'échanges d'expériences au Ghana, en Égypte, au Rwanda et au Bénin à travers la coopération sud-sud.

Afin d'améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire en particulier et ainsi maintenir les filles à l'école, l'appui des Nations Unies a permis d'atteindre 10 000 filles avec des produits d'hygiène menstruelle écosensibles. Les élèves ont également été sensibilisées en vue de leur intervention dans les processus de transformation des normes sociales. En matière d'Éducation complète à la sexualité (ECS) et santé reproductive dans les milieux scolaires, 4 212 leaders communautaires, chefs traditionnels et religieux et 300 jeunes ont été sensibilisés à l'éducation pour la santé. 4 084 030 apprenants dans les établissements scolaires ont bénéficié d'un enseignement sur le VIH et l'éducation à la sexualité basé sur les compétences de vie courante. De leur côté, 3 289 enseignants ont été formés à la mise en œuvre des programmes d'ECS ainsi que celle de l'éducation à la sexualité basée sur les compétences de vie.



Agences des Nations Unies engagées



Réalisation 2.2

Réduction des inégalités entre les genres et autonomisation des jeunes, des femmes, des filles et autres groupes vulnérables



D'ici à 2026, les écarts dans les indicateurs clés socio-économiques sont réduits, reflétant une plus grande égalité des sexes et une progression dans l'autonomisation des jeunes, des femmes et des filles, et d'autres groupes vulnérables, y compris dans les contextes humanitaires.

2.2.1

Produit 2.2.1

Le potentiel des jeunes filles et des femmes est valorisé afin qu'elles participent aux efforts de développement dans tous les secteurs et jouissent équitablement des bénéfices de la croissance au même titre que les hommes

2.2.2

Produit 2.2.2

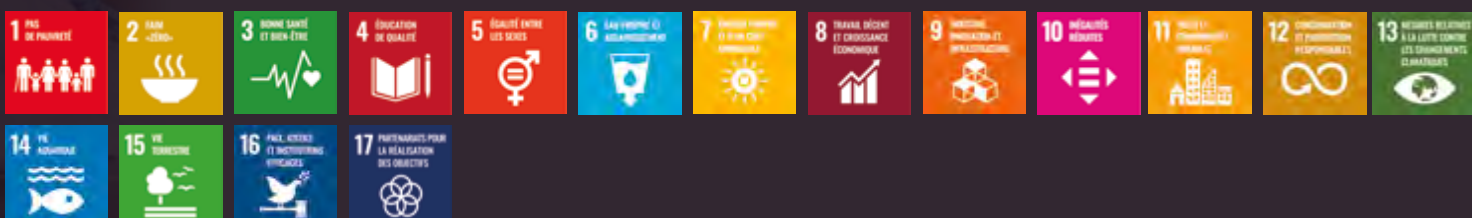
Les disparités entre les hommes et les femmes sont réduites dans tous les domaines de la vie nationale (politique, économique, sociale, culturelle, sportive etc.) et les données statistiques existent pour en rendre compte.

2.2.3

Produit 2.2.3

Les femmes et les jeunes filles et garçons sont protégés de toutes formes de violences et de discriminations à leur rencontre dans tous les secteurs de la vie publique.

ODD ciblés



Quelques faits et chiffres clés



Les jeunes filles et les femmes demeurent les principales victimes des violences dans les zones en crise



Extension des problématiques genre dans la définition et la mise en œuvre des politiques et plans de développement



Poids démographique important des 15 – 24 ans qui représentent un peu plus du quart de la population du pays



26 824

femmes ont reçu au moins un service essentiel de prise en charge des VBG



39

espaces sécurisés intégrés contre la VBG créés et **24** ont poursuivi leurs actions en contexte humanitaire



2 000

femmes ont bénéficié d'une seconde chance d'éducation ou de formation professionnelle



Poursuivant ses efforts de promotion du genre et de l'égalité entre les sexes, l'Équipe-pays a axé ses interventions sur le renforcement des capacités d'autonomisation des femmes avec un accroissement des revenus liés à l'activité. Par une approche inclusive mettant en avant le principe de ne laisser personne de côté, elle a appuyé le développement des capacités entrepreneuriales et fourni un encadrement de proximité aux femmes et filles pour lancer ou consolider leurs AGR. Grâce à cet appui, 11 100 femmes ont bénéficié d'encadrement pour le développement des AGR dans le maraîchage, l'élevage des petits ruminants, la pisciculture, et l'agriculture céréalière ; contribuant par ailleurs à un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, adéquate et diversifiée, ainsi qu'à un accroissement substantiel des revenus dans les régions de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Dans le cadre de la mise en œuvre du système de solidarité islamique « MICROTAKAFUL », 300 femmes vulnérables, dont 225 femmes réparées de fistule obstétricale et 75 femmes survivantes de violence basée sur le genre (VBG), ont été soutenues dans le développement des AGR. Cet objectif d'assurer l'autonomisation économique et l'inclusion financière des femmes est demeuré présent dans l'assistance au retour volontaire de 610 migrants, dont 74 femmes. Parmi les 541 ayant bénéficié d'une aide à la réintégration économique, il a été dénombré 66 femmes.

Afin de favoriser un accès équitable aux ressources productives, les femmes et les filles, et à travers elles leurs ménages et leurs communautés, ont bénéficié d'un accès à des services éducatifs particuliers. Il s'est agi d'un système offrant des voies de retour à l'éducation formelle, adaptées à leurs besoins en



tant qu'apprenantes et améliorant leurs chances d'accéder à un emploi salarié ou de s'auto-employer. Ainsi, un programme de mentorat et de coaching pour diplômés a été mis en place et a permis à 2 000 femmes et filles de bénéficier de formations mixtes à court et à moyen terme en agriculture, petit commerce, élevage, pisciculture, technologies de l'information et de la communication ainsi qu'en couture.



Dans le cadre de ces formations, des kits de démarrage ont permis à ces femmes de devenir travailleuses indépendantes et autonomes tout en améliorant par conséquent le bien-être de leur ménage et en contribuant à la réduction des VBG dans leurs communautés respectives. Au-delà de ces appuis, les diplômées ont établi des réseaux de femmes qui sont devenues des mentors pour les nouvelles apprenantes afin de partager leurs expériences, des conseils et un soutien pour l'éducation de la deuxième chance tout en utilisant les mécanismes de prestation spécifiques adaptés au contexte d'intervention, y compris les centres communautaires sûrs comme hubs pour une plus grande autonomisation des femmes et des filles.

En ligne avec le principe de *“Ne laisser personne de côté”*, l'Équipe-pays a développé et mis à la disposition des jeunes filles et femmes vulnérables des contenus contextualisés pour leur offrir une seconde opportunité d'éducation. C'est à ce titre que des partenariats, des approches holistiques et des technologies innovantes ont été mis à profit pour offrir une seconde chance d'éducation à près de 2 000 femmes qui avaient abandonné les cursus scolaires formels pour diverses raisons.

Convaincues de la nécessité d'agir en cohérence avec un cadre d'intervention défini par le Gouvernement pour une meilleure efficacité, les Nations Unies ont favorisé l'adoption de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, lors des 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes. Cette stratégie devrait favoriser l'inclusion des personnes nécessiteuses dans les services décentralisés de l'État en les encourageant à rechercher les services fournis par le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF).

Concernant spécifiquement ces 16 jours d'activisme, ils ont été marqués par une multitude d'activités ciblant en particulier les hommes, les leaders religieux, les universités et écoles. À titre d'exemple, 14 « *HeForShe* » ont rejoint le mouvement et 2 leaders musulmans (lamibés) se sont engagés pour l'autonomisation des femmes et la lutte contre les VBG. Une nouvelle campagne sur le « *Bodyright* » pour la protection de l'autonomie corporelle en ligne et la réduction des cyberviolences et violences sexistes a été initiée au Cameroun. Ces différentes solutions en ligne marquent une révolution dans la lutte contre les VBG avec notamment l'avènement d'une innovation soutenue par l'Équipe-pays.

Au niveau opérationnel, les interventions de prévention et réponse aux VBG appuyées par les Nations Unies ont permis de former 103 prestataires (dont 64 femmes) au Dispositif minimum d'urgence en santé de la reproduction (DMU SR). Pour la prise en charge clinique du viol, 210 personnels de santé ont également renforcés leurs capacités tandis que 39 espaces sécurisés intégrés contre les VBG ont été créés. Ces espaces offrent un soutien psychosocial et une gestion des cas y compris un soutien à l'orientation. Grâce à ce déploiement, 284 654 personnes ont été touchées à travers des activités d'information et de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) ainsi que sur les VBG.

Les mêmes interventions ont permis à 26 824 femmes et filles de recevoir au moins un service essentiel de prise en charge des VBG. Dans le même ordre d'idées, 822 survivants, dont 71 garçons/hommes, ont bénéficié d'un soutien psychosocial (100 %), d'une orientation vers des services médicaux (34 %) et de services juridiques et judiciaires (8 %) ; ce qui leur a permis de reconstruire leur vie et de renforcer leur résilience.



En matière de collecte des données sur les survivantes des VBG, le système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS) a été renforcé à l'Extrême-Nord, au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, 24 nouveaux intervenants et deux nouvelles organisations ont été capacitées. L'utilisation de ce système dans le cadre des clusters a permis aux acteurs gouvernementaux, du Système des Nations Unies et de la société civile de mettre en commun leurs efforts pour améliorer la réponse au sein des populations en situation de déplacement forcé dans les zones humanitaires.

De nombreuses actions visant la réduction des risques de VBG dans les contextes d'urgence humanitaire ont également été entreprises, dont notamment, le renforcement des capacités des différents acteurs du Gouvernement et de la société civile sur les VBG. C'est ainsi que, 24 espaces sûrs pour femmes et filles sont demeurés fonctionnels et ont continué à fournir des services holistiques aux survivantes de VBG grâce à un appui matériel et technique des Nations Unies dans les zones en crise où ces violences sont exacerbées.

Dans la façade Est du pays, les Nations Unies se sont appuyées sur 139 organisations communautaires et 92 comités de protection locaux pour informer 89 257 personnes (63 955 réfugiés et 25 302 membres des communautés hôtes) à travers 2 449 sessions sur les conséquences des VBG et l'importance de

rechercher une aide à temps. Ces différentes sessions d'information, d'éducation et de sensibilisation ont contribué à un changement progressif de comportement des chefs traditionnels et religieux qui, bien que conservateurs et orientés vers l'application des normes socioculturelles, collaborent de plus en plus avec les différents comités et acteurs dans la gestion des situations de VBG.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, 611 survivantes de violences liées au sexe ont bénéficié d'une prise en charge complète. Par ailleurs, 950 survivantes et autres femmes à risque ont reçu des kits de dignité pour restaurer leur confiance, et 120 filles dont 30 au Nord-Ouest et 90 au Sud-Ouest, ont participé au programme "Girl Shine" mis en œuvre par le MINAS avec l'appui de l'Équipe-pays. Dans le même temps, 100 bénéficiaires, y compris des femmes et des filles exposées au risque de violence liée au sexe et des survivantes de ces violences, ont participé à des activités économiques et à une formation professionnelle. Elles ont également reçu des financements pour les kits de démarrage de leurs AGR.

Comme effets majeurs de ces différentes actions et concernant les femmes réfugiées, leur implication dans les mécanismes de prise de décision communautaire a augmenté de 54% par rapport à 2021. La perception et la sensibilité des communautés aux VBG se sont améliorées contribuant à la prévention et la dénonciation des actes qui leur sont liés. Le renforcement de la prise en charge clinique des VBG par les organisations communautaires dotées de personnel adéquat a amélioré et étendu les interventions y relatives.

Avec le soutien du SDG Fund et en appui au MINEPAT, le Système des Nations Unies a contribué à la transformation de l'environnement budgétaire national par la systématisation de la budgétisation sensible au genre. L'engagement effectif de toutes les parties prenantes (Gouvernement, Parlement et Présidence de la République) en faveur de cette budgétisation a été renforcé. Un guide pour son élaboration est désormais disponible et utilisé au cours du processus budgétaire. De même, une circulaire du Ministre des finances adressée à tous les ordonnateurs et responsables de programmes et projets a été signée afin de fournir des orientations pratiques sur l'intégration du Genre dans le processus d'élaboration du Budget de l'État. Au total, l'élaboration d'un document de budget sensible au genre a été effective et c'est d'ores et déjà un document officiel accompagnant le projet de loi de finances.





Agences des Nations Unies engagées



Réalisation 3

Appui institutionnel et participation citoyenne



D'ici à 2026, davantage de personnes, plus particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes socialement et économiquement vulnérables, y compris les réfugiés et les PDI, bénéficient de façon équitable d'opportunités accrues, dans une économie verte, diversifiée, transformatrice, résiliente et inclusive, créatrice d'emplois décents dans les secteurs productif

3.1

Produit 3.1

Les capacités des acteurs de la société civile et des populations, y compris les jeunes, les femmes et les personnes socialement vulnérables, sont renforcées pour une participation effective et inclusive aux processus décisionnels aux niveaux communautaire, communal, régional et national.

3.2

Produit 3.2

Les capacités de coordination, d'anticipation et de réponse aux chocs des institutions et des populations sont renforcées à tous les niveaux, et améliorent l'efficacité des politiques de développement.

3.3

Produit 3.3

Les parties prenantes de la décentralisation sont outillées pour renforcer une utilisation efficace des compétences transférées, y compris les ressources.

3.4

Produit 3.4

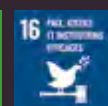
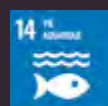
Les cadres juridiques, institutionnels et techniques sont renforcés pour une meilleure administration de la justice, un plus grand respect des droits et une meilleure participation des populations.

3.5

Produit 3.5

Le Système national d'information statistique est renforcé et permet une participation effective des parties prenantes à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement

ODD ciblés



Quelques faits et chiffres clés



Tenue en avril 2022 d'une conférence ministérielle régionale sur les solutions aux déplacements forcés dans le contexte des crises en Afrique centrale et en novembre d'un dialogue multi-acteurs sur la gestion et l'inclusion des réfugiés



Élaboration du Programme conjoint des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées pour leur inclusion dans la participation citoyenne (UNPRPD)



Renforcement du Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC dans la prévention des conflits et des violences avec la participation des jeunes des zones frontalières



650

(dont 40% de femmes) ont amélioré leur connaissance sur le droit humanitaire international, la prise en charge des VBG et les droits humains

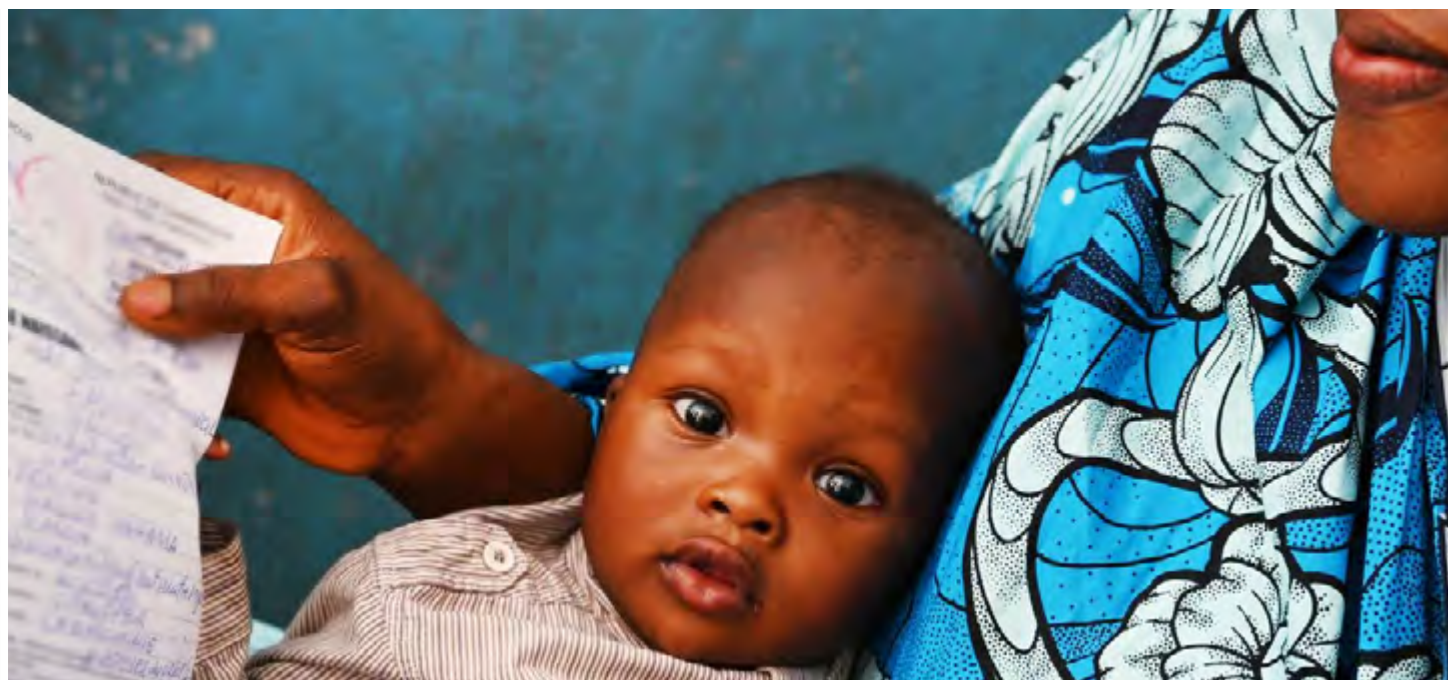


900

jeunes formés dans les localités frontalières du Gabon et du Tchad dans le cadre de l'initiative des tisserands de la paix



Profilage socioéconomique des **360 communes et 14 communautés urbaines** du pays, permettant d'avoir des données statistiques et des informations sur les opportunités socioéconomiques à ce niveau territorial.



En collaboration avec le Gouvernement et les structures non gouvernementales, l'Équipe-pays a poursuivi ses engagements en vue d'une participation citoyenne inclusive. L'inclusion ainsi avancée a été bénéfique à certains groupes de population généralement marginalisés qui ont ainsi pu être davantage visibles dans l'espace public et parties prenantes de ce qui s'y déroule. Dans ce sens, les capacités organisationnelles des OSC féminines ont été renforcées afin d'accroître leur responsabilité dans la promotion de la démocratie, la bonne gouvernance et l'égalité des sexes. De ce fait, la capacité de participation des femmes aux processus décisionnels aux niveaux communautaires, communal, régional et national a pu être accrue.

Pour ce qui est de l'amélioration de l'accès à la justice et la prise en compte des problématiques liées aux droits de l'homme, près de 650 acteurs (dont 40 % de femmes) ont amélioré leur connaissance sur le droit humanitaire international, la prise en charge des VBG et les droits humains. Dans le même ordre d'idées, il y a à relever la signature d'un memorandum d'entente avec le Secrétariat Permanent du Comité des Chefs de Police d'Afrique Centrale (CCPAC), qui vise à accroître la connaissance des droits des réfugiés et à concrétiser une approche harmonisée et fondée sur les droits de l'homme pour les personnes en quête de protection internationale.



Grâce à cet engagement de collaboration, l'Équipe-pays a facilité la délivrance de plus de 19 000 actes de naissance, 1 800 cartes nationales d'identité aux personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés retournés dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Tsanaga et du Diamaré dans la région de l'Extrême-Nord. Par ailleurs, la Délégation générale à la sûreté nationale (DGSN) a produit 5 164 cartes d'identité aux réfugiés Centrafricains de la Région de l'Est dans une phase pilote et 80 190 cartes de réfugiés à Meiganga dans la région de l'Adamaoua, Batouri et Bertoua dans la région de l'Est. Cette action a permis de faciliter l'accès de tous ces bénéficiaires aux services sociaux de base, à la protection et à des solutions durables.



Les interventions du Système des Nations Unies ont également impulsé le développement de la résilience des personnes et des institutions, compte tenu des chocs auxquels elles peuvent faire face. A ce sujet, elles ont facilité l'élaboration, la validation et la mise en œuvre des stratégies de prévention et de gestion des catastrophes au niveau communal.

C'est à ce titre que des acteurs locaux ont été formés sur la cartographie et la gestion des facteurs de conflits existants et de différends induits par les déplacements. Comme résultat de cet appui, un mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) à travers la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) influençant dans la prévention des conflits et des violences a été renforcé avec la participation des jeunes dans les zones frontalières.

L'approche intégrée ainsi envisagée a été davantage déployée avec l'intégration du Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) dans les nouveaux projets du portefeuille du Fonds de consolidation de la paix (PBF). Ce qui a particulièrement mis en exergue les zones de convergence. Dans ce cadre, certaines communes affectées par des crises multiples ont pu disposer d'un plan d'action conjoint HDP mobilisant diverses Agences du Système des Nations Unies.

Dans cette optique, l'initiative des tisserands de la paix s'est poursuivie en 2022 avec 900 jeunes formés au Cameroun dans les localités frontalières du Gabon et du Tchad. Un total de 42 organisations féminines de la société civile humanitaire camerounaise ont également été capacitées, à travers le renforcement de leur participation à la réponse humanitaire et l'amélioration de leur impact au sein des communautés vulnérables. C'est à ce titre que les organisations de la société civile, membres de la Cameroon Humanitarian Organisations Initiative (C.H.O.I.), ont promu l'intégration du genre dans leurs interventions humanitaires tout en développant leurs capacités en management organisationnel et en planification stratégique.

En alignement des engagements du Gouvernement, l'Équipe-pays a soutenu les efforts entrepris en faveur de la décentralisation. Elle a ainsi enclenché le processus de production des dispositions sur les régimes fiscaux et la fiscalité communale. Les propositions dans ce cadre ont tenu compte des exigences par secteur d'activité. Le niveau d'achèvement de ce travail est évalué à 50 %. Elle a également contribué à la mise en place d'un cadre de dialogue inclusif au niveau des CTD.

L'amélioration du cadre juridique et technique pour une meilleure administration de la justice a connu la contribution déterminante de l'Équipe-pays avec le soutien à la relecture de la loi sur la traite des personnes ainsi que les propositions pour sa

cohérence aux protocoles internationaux auxquels le pays a souscrit. Ce faisant, elle a œuvré à la mise à disposition d'une législation nationale répondant aux engagements internationaux du pays tout en promouvant les droits humains dans leur étendue et dans leur complexité.

Compte tenu de la situation sécuritaire rencontrée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et en collaboration avec le Ministère de la Justice, les Nations Unies ont appuyé la formation de 52 Avocats et Magistrats, dont 18 femmes de ces régions. Cette formation a porté sur les mesures de protection des victimes et des témoins dans le système de justice pénale.



En matière d'inclusion des personnes vulnérables, le Programme conjoint des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées (UNPRPD) a été élaboré sur la base des recommandations clés de l'analyse situationnelle des droits des personnes handicapées au Cameroun. Ce programme vise à renforcer l'inclusion du handicap au sein des institutions publiques, en renforçant les capacités de suivi et d'application de la législation des principaux détenteurs de droits et de devoirs au Cameroun. De même, pour aider à intégrer les facteurs de handicap comme critères de désagrégation lors de la gestion des données, une formation sur les droits de l'homme et les indicateurs y afférents, a été organisée en collaboration avec l'INS.

Dans la même optique de disponibilité de données, le SYREM, plateforme digitale a fait l'objet d'une appropriation par le MINDDEVEL avec l'application d'autres fonctionnalités pour une meilleure remontée de l'information sur la situation des ODD du niveau local au niveau central. Aussi, dans le but de renforcer le système statistique au niveau local, l'Équipe-pays avec l'appui de l'INS, a-t-elle élaboré le profilage socioéconomique des 360 communes et de 14 communautés urbaines. Cela a permis de disposer des données statistiques et des informations sur les opportunités socioéconomiques au niveau des communes.

Toujours en rapport avec la production des données dont l'un des usages est la planification du développement, le Système des Nations Unies a apporté son appui au Cameroun pour la réalisation de son 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat couplé au Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage qui devrait être lancé en 2023.





Agences des Nations Unies engagées



Réalisation 4

Durabilité environnementale, gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles



D'ici à 2026, les populations des différentes zones agroécologiques, y compris les jeunes, les femmes et les groupes socialement vulnérables, vivent dans un environnement plus sain, gèrent de manière durable les ressources environnementales, y compris la biodiversité, et sont plus résilientes aux chocs liés aux catastrophes et aux changements climatiques

4.1

Produit 4.1

Les capacités des acteurs-clés sont renforcées pour l'amélioration des cadres institutionnel et réglementaire, en vue de faciliter l'accès à la finance climatique aux niveaux national, régional et communal.

4.2

Produit 4.2

Les acteurs institutionnels et communautaires sont outillés pour concevoir et mettre en œuvre, de manière inclusive, des actions intégrées et innovantes pour l'amélioration de l'état de l'environnement et de la biodiversité, et pour soutenir la lutte contre les changements climatiques.

4.3

Produit 4.3

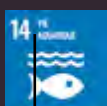
Les acteurs institutionnels-clés sont dotés de capacités pour la collecte, l'analyse, la gestion, l'utilisation, et la diffusion des données relatives à l'environnement (Cadre de Sendai, Accord de Paris) pour influencer les politiques et stratégies de développement.

4.4

Produit 4.3

Les entités décentralisées des zones à risque sont aptes à concevoir et à mettre en œuvre des réponses adaptées aux risques sanitaires et climatiques et aux catastrophes.

ODD ciblés



Quelques faits et chiffres clés



Tenue de la COP 27 en Novembre 2022 en Égypte ayant abouti sur un accord de financement des pertes et préjudices subis par les pays vulnérables



Résurgence des aléas climatiques avec un impact significatif sur la sécurité alimentaire des populations



La formulation des plans régionaux de développement qui représentent une opportunité d'arrimage des interventions avec les préoccupations liées à l'environnement et à la durabilité à cette échelle



473 763

personnes dont **20% de femmes** couvertes par des mesures d'anticipations et d'alerte précoce/plan de contingence



549 688

Personnes dont **30% de femmes** couvertes par un système d'alerte précoce fonctionnel



2 millions \$

mobilisés auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour réaliser les activités dans le cadre de la neutralité de la dégradation des terres (NDT)



Dans le cadre de l'appui à l'accès des institutions et organisations nationales à la finance climatique, le Fonds d'Équipement et d'Intervention Inter-Communale (FEICOM) a été accompagné dans le processus de son accréditation au Fonds Vert Climat. De même, 2 millions \$ ont été mobilisés par le Ministère de l'environnement et du développement durable (MINEPDED) auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) grâce à l'appui du Système des Nations Unies. Les ressources ainsi mobilisées ont servi à la mise en œuvre d'un projet visant la neutralité en matière de dégradation des terres et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans la zone agroécologique soudano-sahélienne. Le MINEPDED a également bénéficié des financements du protocole de Montréal pour la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et le plan de mise en œuvre de Kigali pour l'élimination progressive des hydrofluorocarbures (HFC). Une assistance technique et un soutien à la réalisation de l'évaluation des besoins technologiques et du plan d'action technologique du Cameroun ont été réalisés avec l'appui de l'Équipe-pays.

Dans cette même optique d'accès à la finance climatique, des individus à travers les organisations à base communautaire ont également été bénéficiaires. Dans les régions de l'Adamaoua, du Centre, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Sud, 150 groupes de base autour de 12 tontines vertes communautaires ont été créées mobilisant 665 membres au total dont 52,6 % de sexe féminin. Cela a été effectué à travers le projet « *Utilisation du modèle de financement innovant "Jangui" pour stimuler l'adoption de solutions d'action climatique afin de créer de la richesse pour les femmes et les jeunes au Cameroun* ». Avec un financement axé sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, il a été ainsi question de stimuler les investissements dans les solutions d'action pour le climat et la nature ainsi que contre la pollution. Les capacités développées de ces groupes et de leurs membres ont été la fertilisation des terres cultivables à partir de leur rotation ainsi que du dépôt des excréments d'animaux, la construction et l'utilisation des fours solaires, l'agroforesterie, la fabrication écologique du charbon de bois ainsi que la commercialisation des solutions climatiques.



La capitalisation des données prometteuses issues de ce projet a été initiée en vue de l'amélioration de l'état de l'environnement et de la biodiversité ainsi que la lutte contre les changements climatiques. Ainsi, les parties prenantes à l'application des solutions climatiques issues de l'action cohérente « *Écosystèmes Basés sur l'Adaptation* » (EBA) et « *énergie propre* » ont vu leurs capacités renforcées pour un passage à l'échelle des résultats empiriques dudit projet. Ces parties prenantes sont le MINADER, le MINEPDED, le MINJEC, le Ministère de l'Eau et de l'énergie (MINEE) et l'ANOR. En effet, ces résultats ont ressorti un accroissement des superficies cultivables par les techniques de fertilisation utilisées, favorisant une gestion durable des écosystèmes. De même, le recours aux séchoirs solaires a diminué les pertes post-récoltes de manioc les faisant passer de 90 % à moins de 5 % du produit initial. Ce qui réduit le gaspillage des ressources écologiques tout en réduisant les émissions.

Avec l'accompagnement des Nations Unies et sous financement du Fonds mondial pour l'environnement, le MINEE avec l'Agence d'électrification rurale (AER) et l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (ARSEL) ont mis en place des solutions intégrées de biomasse et de petites centrales hydroélectriques à des fins productives dans les communes de Manjo et Melong dans la région du Littoral ainsi que dans celles de Bafang et Kekem dans la région de l'Ouest. Le but ici était d'éviter 8 252 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre en équivalent CO₂, de produire 2 825 kWh d'énergie renouvelable et d'augmenter de 50% le nombre d'entreprises utilisant ces sources d'énergie renouvelable.

Dans la même perspective, le Parc national du Mbéré a été érigé en réserve de la biosphère par

l'accompagnement du Système des Nations Unies. Il est donc désormais la réserve de la biosphère de Doumba-Rey. Cette érection devrait favoriser l'intégration harmonieuse des populations, de la faune, de la flore ainsi que la prévention des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles. Par ailleurs, les échanges pour la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national soumise pour validation en octobre 2021 ont été initiés. De plus, certains responsables du ministère des Forêts et de la faune (MINFOF) et du MINEPDED, de projets et des enseignants/chercheurs de l'Université de Maroua ont bénéficié de l'amélioration de leurs savoirs et savoir-faire sur l'élevage climato-intelligent et l'utilisation de l'outil GLEAM-I pour les stimulations des émissions de gaz à effet de serre issues des élevages.

La contribution au développement local a également bénéficié du soutien de l'Équipe-pays. Dans le cadre du Nexus HDP dans les communes de Fotokol et Mokolo dans la région de l'Extrême-Nord, il a été procédé à la planification spatiale intégrée à travers l'élaboration des plans d'occupation des sols, la résilience, le financement urbain et le processus de gestion sur les principes de sécurité humaine.



Concernant spécifiquement la gestion de l'eau, un outil scientifique d'identification des pollutions, de prévention des risques de maladie hydrique et par là, de protection des communautés a été mis en place à travers le portail sur la surveillance de la qualité de l'eau dans le bassin du lac Tchad. Les acteurs concernés à son utilisation ont également été capacités à cet effet. Par ailleurs, le Système des Nations Unies a construit dix stations d'eau autonomes avec centrale solaire au bénéfice des réfugiés et des populations hôtes. Ce qui a annulé la consommation de carburant et réduit l'émission de gaz à effet de serre.

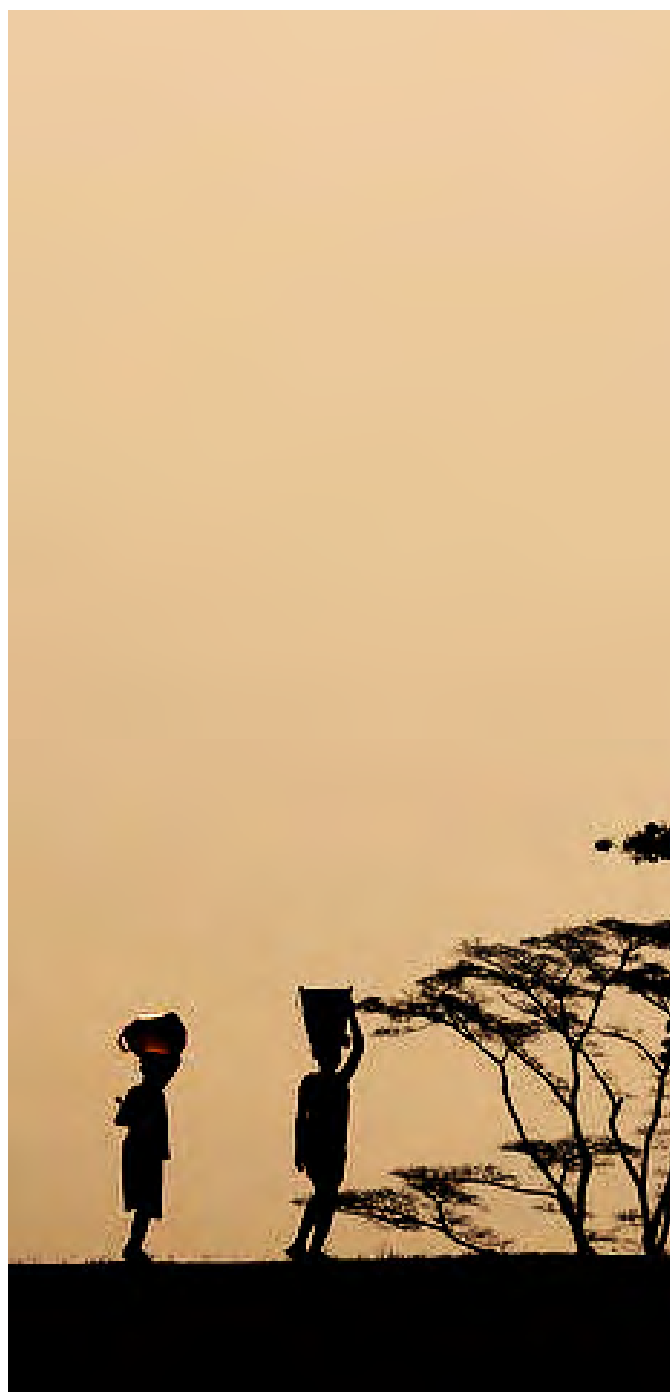
La gestion des risques présente également des résultats du fait des actions des Nations Unies. Il s'agit notamment de la production des bulletins d'alerte précoce ainsi que des plans de gestion de risques. Ce qui a été complété avec le développement des capacités des communes avec des formations en cascade sur la gestion des risques et les bonnes pratiques à adopter par les communautés. Par ailleurs, il a été procédé à l'élaboration d'un plan de secteur dans un contexte de migration, notamment dans la commune d'arrondissement de Douala 4ème.

L'Équipe-pays a également poursuivi la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables et des technologies d'efficacité énergétique par les ménages. En collaboration avec l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, un biodigesteur a été construit dans chacune des communes de Bibémi, Poli et Zina dans la partie septentrionale du pays. Dans ces communes, il a également été obtenu l'élargissement de l'accès des ménages à une énergie localement disponible, durable et financièrement accessible avec la distribution de 1 000 plaques solaires aux 1 000 ménages sensibilisés sur l'utilisation des énergies renouvelables, affectant ainsi environ 12 000 personnes. Afin de réduire la coupe de bois de chauffe et générer des revenus pour les réfugiés, ces derniers ont été initiés à la fabrication des briquettes écologiques à partir des déchets ménagers.

Les produits des engagements expérimentés par le Système des Nations Unies sont également visibles du fait de l'expérimentation d'une autre approche intégrée entre les besoins humains et les activités de production dans deux villages de Logone Birni dans la région de l'Extrême-Nord. Cette approche a permis à 7 500 personnes d'avoir un accès amélioré à l'eau potable, 1 250 ménages pratiquent le maraîchage et environ 500 bovins ainsi que 1 200 ovins et caprins s'abreuvent.

L'éducation a également connu une intégration particulière des aspects durables avec la distribution de 2 150 sacs solaires aux filles et adolescentes dans les trois régions septentrionales du Cameroun par l'Équipe-pays. Cette innovation a permis de baisser l'émission du dioxyde de carbone dans ces régions à écologie fragile puisque les bénéficiaires ne brûlent plus du bois ou du plastique pour éclairer la maison afin d'étudier.

Les résultats sont également présentables dans le renforcement du tissu végétal national. Ils ont été obtenus de la vulgarisation de l'agroforesterie ainsi que de la réalisation ou de l'appui au reboisement et à la création des espaces verts, accompagnés de l'éducation à l'environnement et à la durabilité. Dans le cadre de la restauration des forêts pour lutter contre les enjeux climatiques, 5 225 arbres ont été plantés en collaboration avec les communes du département de Logone et Chari et les établissements scolaires dans la région de l'Extrême-Nord. Par ailleurs, 2 000 arbres ont été plantés dans le site de déplacés internes de Bogo, 40 000 dans le camp de Minawao et des villages voisins.





e-contenteur HUB numérique



connect
by scil

2.3. Innovations

Réalisations

Innovations

1.



Une croissance inclusive et durable grâce à une transformation structurelle et verte de l'économie avec une création d'emplois décents

Mécanisme intégré d'accès au logement décent pour les professionnels de mototaxi

Mis en place à Douala, il repose sur l'inclusivité du processus, l'utilisation des matériaux locaux, la formation des bénéficiaires, la promotion du recyclage et la réduction des déchets dans les activités de construction. Son caractère est d'autant plus porteur qu'il peut être étendu à d'autres groupes vulnérables.

Promouvoir l'entrepreneuriat digital des femmes à travers l'e-commerce

Cette initiative a permis le renforcement des capacités numériques de 50 femmes entrepreneures dans le cadre de leur autonomisation économique.

2.1



Un développement humain et social de qualité, inclusif et équitable

« Baby Box Strategy »

Conçue comme dispositif d'incitation à l'utilisation des services de santé par les femmes enceintes ; laquelle utilisation avait baissé du fait du COVID-19, cette innovation a consisté à fournir gratuitement les articles essentiels aux mères ayant suivi les visites prénatales et aux nouveau-nés venus au monde dans les formations sanitaires. Ce dispositif a bénéficié à 1800 femmes au cours de cette année. Il est désormais intégré dans le package des interventions d'assistance à l'accouchement dans les formations sanitaires des zones cibles que sont les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Nord pour l'année 2022.

Programme pluriannuel de résilience (PPAR) pour le Cameroun

Il est une combinaison d'objectifs et de démarches généralement hétérogènes. Utilisant l'approche Nexus HDP, il entend fournir un ensemble d'appuis intégrés et holistiques pour garantir un accès continu et inclusif à un apprentissage, une éducation formelle et une formation professionnelle de qualité dans un environnement sécurisé pour les enfants et adolescents d'âge scolaire affectés par les différentes crises qui touchent le Cameroun.

2.2

Un développement humain et social de qualité, inclusif et équitable

« GBV Alert »

Reconnue au plan international avec l'attribution du prix du Joint Innovation Challenge, il s'agit d'une plateforme numérique qui vise à apporter une réponse en ligne aux survivantes de VBG. D'une part, elle offre des réponses aux questions sur les violences sexistes tout en sensibilisant sur les concepts de base. De l'autre côté, elle développe une interface permettant de signaler les violences sexistes et sur la base de l'intelligence artificielle, d'orienter vers les services de prise en charge appropriés et accessibles en fonction des besoins de la survivante.

« Innovative Lab/Camp »

Mise en œuvre au sein des centres de promotion de la femme et de la famille (CPFF), il s'agit d'outils digitaux exploitant les approches pédagogiques innovantes qu'offrent des technologies numériques et des réseaux sociaux pour développer les capacités des femmes sous- ou déscolarisées en vue de leur offrir des moyens de subsistance, un emploi et des positions de direction.



2.4. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030

Soutien du Système des Nations Unies à l'efficacité de la coopération au niveau national et à l'élaboration de la stratégie intégrée de financement du développement

En 2022, le Système des Nations Unies a soutenu la redynamisation du Comité multipartenaires, un cadre de concertation et de dialogue entre le Gouvernement et les partenaires au développement, qui a été mis en place pour renforcer le partenariat au développement conformément aux principes de la Déclaration de Paris et de la Déclaration de Busan. Cette plateforme fait partie des mécanismes de coordination du développement pour la mise en œuvre de la SND 30 et de l'Agenda 2030. Sa redynamisation a permis des échanges sur la mise en œuvre des ODD ainsi que sur la finalisation de la stratégie nationale de financement du développement. Par ailleurs, le Système des Nations Unies a soutenu le processus engagé par le Gouvernement pour l'appréciation de l'efficacité des partenariats au niveau sectoriel, notamment dans les secteurs social, éducation, santé, infrastructures, développement rural, industrie et services.

Soutien du Système des Nations Unies au renforcement de la finance rurale

Les Nations Unies ont joué un rôle important dans le soutien aux dialogues, au niveau Afrique de l'Ouest et du Centre, relatifs au financement durable du secteur agrosylvopastoral et halieutique. Ce rôle a été assuré en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), la BAD, la Banque Mondiale, la GIZ et l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA). Au niveau du Cameroun, cela a permis d'approfondir les opportunités de mise en place d'une banque agricole en capitalisant les différents modèles de financement en cours entre le secteur public, le secteur privé, les producteurs qui font le lien et capitalisent à la fois les services financiers et non financiers.

Partenariat dans la mise en œuvre de l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP)

Le partenariat dans la mise en œuvre de l'approche Nexus HDP a permis l'appropriation de cette approche à l'échelle locale en soutenant les différentes mobilisations pour son application ainsi que les diagnostic et planification conjoints avec tous les acteurs humanitaires, de développement, de paix, dans des zones dites « *de convergence* ».

Le Fonds commun sécurité humaine a contribué à la mise en œuvre de cette approche, avec un co-financement du Gouvernement, du FEICOM, du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), de l'Union Européenne, de la Facilité humanitaire, de développement, de construction de la paix et de partenariat (HDDP Facility) ainsi que du PBF.

Partenariat avec les institutions financières internationales

EAU registre de ce partenariat, la Banque Européenne d'Investissement, à travers les échanges renforcés avec l'équipe-pays, a partagé un programme de prêts ciblés à venir, avec un Fonds des Nations Unies. Ce programme visera à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté dans les zones rurales. Un futur partenariat relatif au soutien nécessaire pour la promotion d'instruments innovants comme les obligations vertes, est aussi en cours de discussion.

La Banque Islamique de Développement a également apporté un soutien dans la lutte contre le VIH avec focus sur les enfants et les adolescents ainsi que dans le renforcement du système de transfusion sanguine. KfW a soutenu la supplémentation des adolescentes en milieu scolaire. Grâce à cet appui, le Cameroun a lancé l'initiative de fortification en Fer et Acide Folique chez les adolescentes en milieu scolaire.

Il convient également de noter le partenariat avec les fonds verticaux dont GAVI et le Fonds Mondial des Nations Unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées (ECW).

Partenariat au niveau régional

En 2022, avec le soutien du PBF, la collaboration avec d'autres pays de la région comme la République Centrafricaine a été renforcée, dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes, les trafics illicites et la criminalité organisée. Grâce à un partenariat étroit avec les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad, le mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC a été aussi amélioré.

2.5. Résultats d'une collaboration accrue et renforcée au sein des Nations Unies : cohérence, efficacité et efficience

Programmes conjoints (Fonds de la consolidation de la Paix - SDG Fund)

Le Système des Nations Unies au Cameroun travaille dans une approche holistique où la mise en commun des contributions des diverses Agences permettent de présenter des réalisations d'ensemble conformément aux orientations et aux dispositions de la SND 30, des ODD et du Plan-cadre. Dans cette perspective, les produits des interventions de chaque Agence concourent à la construction de résultats communs issus des engagements conjoints de l'Équipe-pays.

En guise d'illustration, cette dernière a créé des opportunités pour mobiliser davantage de ressources pour le secteur de l'éducation aussi bien pour les situations humanitaires que pour les contextes de développement. Cet engagement a permis la mobilisation et la sécurisation de 25 millions \$ du programme pluriannuel de résilience 2022-2025 de « *Education Cannot Wait* ». Ce financement est destiné à l'accès à une éducation inclusive de qualité pour 227 000 enfants de 450 écoles dans 64 communes du pays.

La complémentarité ainsi renforcée, entre autres, a permis la prise en compte des aspects environnementaux dans les activités de production agricole. Bien plus, elle a été visible dans la réponse à la situation humanitaire et de développement dans certaines régions affectées par les crises. Ce qui ressort des résultats issus des projets conjoints, des interventions soutenues par le Fonds pour la PBF ainsi que des actions du Nexus HDP. Toutes les initiatives ainsi évoquées ont donné lieu au renforcement de la collaboration et de la coordination des Agences du Système des Nations Unies d'une part. D'autre part, elles ont affermi la coopération avec le Gouvernement, les CTD et les organisations non gouvernementales.

En ce qui concerne la planification et la programmation conjointes avec le Gouvernement du Cameroun, l'engagement affermi a conduit à des efforts combinés accrus et à des interventions percutantes pour une décennie d'action. Ce qui s'est fait à travers le démarrage de la mise en œuvre du Plan-cadre, la signature pour la deuxième année consécutive d'un plan de réponse humanitaire (HRP) conjoint, le soutien

dans la préparation et la présentation de l'examen national volontaire (ENV) du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) 2022. Cela a également été marqué par la diffusion de la stratégie nationale intégrée de financement, de la SND 30 et du rapport national volontaire 2022 des ODD à travers la plateforme de coordination entre le Gouvernement et les partenaires au développement qui est le Comité multipartenaires. L'accord pour la mise en place d'un comité de pilotage conjoint et de groupes de résultats pour le Plan-cadre participe également de cet effort de rationalisation des interventions et de la gestion.

Les projets soutenus par le PBF sont également marqués par cette conjugaison des efforts individuels autour d'objectifs partagés. En 2022, le portefeuille du PBF a grandi de 9.2 millions \$, au bénéfice des interventions en appui à aux trois priorités stratégiques : démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR), bilinguisme/multiculturalisme ainsi que la décentralisation.

Ces actions ont permis d'expérimenter des approches innovantes et d'obtenir des résultats clés comme (i) l'utilisation de la santé publique dans les zones de conflit comme point d'entrée pour la DDR ; (ii) la mitigation des effets de la crise anglophone dans les régions voisines à travers la décentralisation de certains services de base comme la reconstitution des documents officiels et la création d'entreprises ; (iii) le renforcement du bilinguisme et du multiculturalisme dans les domaines de l'éducation et de la formation, (iv) l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix dans les zones transfrontalières et (v) une première réponse aux causes profondes des conflits intercommunautaires – spécifiquement à Logone Birni dans la région de l'Extrême-Nord.

À travers des ateliers d'harmonisation des plans de travail des projets intervenants dans les mêmes secteurs et zone géographiques, le PBF a soutenu le renforcement du principe « *Unis dans l'action* ». Ainsi, le projet intégré mis en œuvre à Logone Birni, impliquant une large gamme d'Agences et d'acteurs, a été entièrement développé dans le cadre du PBF suivant l'approche du Nexus HDP en vue d'en soutenir l'opérationnalisation en réponse à la crise intercommunautaire.



Par ailleurs, le PBF a financé une cartographie des conflits intercommunautaires. Avec l'organisation de colloques internationaux sur la violence en milieu scolaire au Cameroun, en collaboration avec le MINESEC, il a également contribué à l'identification des interventions pour la consolidation de la paix et la réduction de la violence.

Pour ce qui est du SDG Fund et grâce à l'accompagnement du Système des Nations, le MINEPAT a développé des interventions visant globalement à mettre en place un cadre de financement intégré pour le financement de la SND 30 et des ODD. Cette initiative a abouti à trois résultats clés : (i) la mise à disposition auprès du Gouvernement des outils de stratégie pour le financement, le dialogue et la coordination devant aboutir au déploiement efficace d'un Cadre National de Financement Intégré pour la mise en œuvre de la SND 30 ; (ii) le renforcement des fonctions, processus et systèmes de planification, de programmation et de politique financière et leur intégration pour l'amélioration de la qualité de la chaîne de dépenses et l'attractivité pour les ressources privées - nationales et internationales ; et (iii) la réalisation de l'étude de faisabilité du One SDG Fund et d'autres études d'identification des opportunités d'affaires pour l'éclosion des TPME.

Globalement, l'approche conjointe a promu la cohérence et l'impact des interventions des Agences et a renforcé la complémentarité des interventions. On note aussi une certaine réduction des coûts de transaction en matière d'opérationnalisation de projets en lien avec les finances publiques, du fait de la tenue de comités de pilotage conjoints ainsi que de la facilité à organiser la participation plus rationnelle des parties prenantes.

L'initiative SDG Fund aura ainsi contribué à créer un environnement favorable pour la mobilisation des ressources pour le financement de la SND30 au Cameroun ainsi qu'à l'accélération vers l'atteinte des ODD.

Stratégie relative aux activités d'appui

Les résultats de la synergie d'action entre les Agences sont perceptibles au niveau des opérations des Nations Unies au Cameroun. Mandatée par l'Équipe-pays, l'Équipe de Gestion des Opérations (OMT) a entrepris l'identification et l'évaluation des besoins de services communs, la planification et la classification des gammes de services pour les opérations communes visant à assurer une mise en œuvre harmonieuse et efficace des programmes et

activités conjoints et respectifs. L'objectif qui a été largement atteint était de s'assurer que, grâce à *"Unis dans l'action"*, l'OMT enregistre des économies d'échelle en termes de gain de temps, d'économie de coût global ou d'évitement et réalise simultanément une amélioration de la qualité du service. Cela a été facilité par la mise en œuvre de la stratégie des opérations commerciales, de la stratégie relative aux activités opérationnelles 2.0 et des accords à long terme conclus sur certaines gammes de services.

En 2022, les économies de coûts ont enregistré environ 312 995 \$ pour les opérations entreprises pour la formation du personnel, le fichier Web intégré pour les consultants, la location de véhicules, le dédouanement et la logistique, la sécurité et la sécurité des locaux, l'achat conjoint de papeterie, l'approche harmonisée pour les transferts de fonds (HACT) etc. En termes relatifs, ce chiffre indique environ 20,8 % de gains en termes de temps, de coût de main-d'œuvre et de travail d'équipe qui se sont manifestés par une plus grande collaboration entre le personnel des Agences membres des différents groupes de travail thématiques.

Protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA)

En respect des mesures établies à cet effet par le Secrétaire Général des Nations Unies, la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels a été renforcée. Les procédures standard opérationnelles pour la documentation et la réponse aux plaintes sur l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), dans le cadre du travail collectif inter-agences sur le mécanisme de plainte à base communautaire (CBCM), ont été finalisées par le Réseau PSEA du Cameroun et ont été dûment approuvées par l'Équipe-pays ainsi que l'Équipe-pays humanitaire en 2022. Le Réseau PSEA a appuyé et renforcé des groupes de travail PSEA infranationaux. À ce titre, il a organisé une formation de formateurs sur la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Par ailleurs, il a réuni des points focaux PSEA des Agences, des ONG internationales et des organisations de la société civile opérant dans des contextes humanitaire et de développement au Cameroun. Il est prévu de créer d'autres groupes de travail PSEA infranationaux pour faciliter la diffusion et l'application des lignes directrices des CBCM. En effet, une capacité dédiée s'est avérée essentielle au Cameroun pour faire progresser la PSEA en l'orientant vers une solution à long terme.



2.6. Évaluation et leçons apprises

Les résultats obtenus de la mise en œuvre des interventions de l'Équipe-pays en 2022 progressent conformément aux objectifs et résultats planifiés, à l'exception des interventions n'ayant pas bénéficié de financement suffisant pour cette première année de mise en œuvre du Plan-cadre.

Pour autant, la collaboration entre les Agences a permis de consolider plusieurs synergies. Ainsi, l'action des Nations unies dans l'optique de booster l'économie circulaire ou celle verte a substantiellement contribué à l'amélioration de la sensibilité environnementale chez divers partenaires. Bien plus, l'approche de complémentarité ou d'intégration, en partenariat multiple et multiformes avec les acteurs nationaux au niveau décentralisé, notamment dans les communes de convergence, a démontré l'effet accélérateur d'une telle collaboration dans l'atteinte des ODD tout en ressortissant des opportunités de coopération mieux opérantes.

Pour ce qui concerne spécifiquement le principe de *"ne laisser personne de côté"*, le renforcement des capacités des populations les plus vulnérables par une démarche participative et inclusive a eu une incidence positive sur le développement de leurs moyens de subsistance durable. Ce qui a alors affecté leur production et de là, leur état alimentaire et nutritionnel, leur autonomie corporelle et leur jouissance des droits humains ; tout en créant un climat de confiance et de sérénité. Un tel climat est propice au développement et à la consolidation de la paix ainsi qu'à la création ou au renforcement des mécanismes communautaires sensibles aux conflits et essentiels pour une mise en œuvre efficace et continue des actions de développement. La pratique des analyses de risque a également permis d'améliorer cette efficacité en anticipant et en réduisant leur possibilité de survenance. Cela a été opéré par l'intégration des mesures de mitigation notamment pour les situations d'insécurité ou les aléas climatiques.

Actrices principales de ces dividendes de paix et de développement, les femmes, par leur engagement continu, jouent un rôle capital dans la construction du bien-être de leurs ménages, et par conséquent de leurs communautés. C'est pourquoi elles sont souvent les premières cibles des interventions onusiennes afin de soutenir leur autonomisation et un partage équitable

de l'accès aux opportunités d'une part. D'autre part, le souci de cette autonomisation a justifié la poursuite ou l'introduction des démarches de masculinité positive dans nombreux secteurs d'intervention des Nations Unies.

Le renforcement de la participation ainsi esquissé concerne également le secteur privé pour ce qui est des processus de promotion de l'emploi décent et de facilitation de l'insertion socio-économique, notamment les jeunes et des femmes. En effet, bien qu'introduit, ce secteur privé paraît encore en retrait des initiatives expérimentées par rapport au Gouvernement pour le pilotage des actions ou les organisations non gouvernementales pour leur implémentation.

Enfin, en analysant la performance du système des Nations Unies au Cameroun en 2022, il apparaît que la communication, le suivi et l'évaluation conjoints et en temps réel sont des défis liés à la complexité et à la diversité des différentes entités impliquées dans le Plan-cadre. Un engagement fort pour l'utilisation de la plateforme UN INFO (plateforme en ligne de planification, de suivi et d'établissement de rapports) par l'ensemble de l'Équipe-pays permettrait d'améliorer et accélérer les processus grâce à la numérisation du Plan-cadre et de la mise en commun des résultats atteints. Au-delà du renforcement des actions de communication via cette plateforme, cela permettrait de mieux visualiser la complémentarité des interventions avec les autres acteurs du développement, et de fait d'amplifier la mobilisation des ressources pour une multiplicité de partenaires autour d'actions communes en faveur de l'Agenda 2030 et des ODD. Le fonctionnement régulier des groupes de résultats du Plan-cadre devrait par ailleurs booster le partage de bonnes pratiques.

Les leçons apprises lors de la mise en œuvre de précédent Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF 2017-2021), les défis et bonnes pratiques obtenues en 2022 par l'Équipe-pays des Nations Unies faciliteront les ajustements programmatiques nécessaires et permettront d'alimenter la planification annuelle, sous la coordination du Coordonnateur résident et du Comité de pilotage du nouveau Plan-cadre.

03

Chapitre

Priorités de l'Équipe-pays pour 2023





Le contexte de l'année 2023 au Cameroun sera certainement marqué par l'accentuation des flambées inflationnistes du fait de la poursuite de la guerre Russo-Ukrainienne et de la hausse des prix du carburant à la suite de la réduction de la subvention de l'État, annoncée en fin d'année 2022. Sur le plan sanitaire, alors que la pandémie du COVID-19 semble se poursuivre bien que maîtrisée, le virus de Marburg qui a fait ses premières victimes en Guinée Équatoriale représente une menace au système de santé en raison de la frontière partagée avec ce pays. Plusieurs indicateurs apparaissent également de nature à envisager la tenue du IVème Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

En considération de ces éléments et de bien d'autres, l'Équipe-pays poursuivra en 2023 la mise en œuvre des priorités stratégiques du Plan-cadre 2022-2026.

Il s'agira alors d'optimiser les appuis visant une croissance économique inclusive et durable, un développement humain et social de qualité, inclusif et équitable, un renforcement de la participation des citoyens aux affaires publiques en soutenant les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables. Dans cette optique, il conviendra de développer les efforts de plaidoyer conjoints pour augmenter les budgets publics sur les secteurs critiques de la santé (y compris la nutrition), l'éducation et l'agriculture (y compris la sécurité alimentaire). Cette option appelle également à contribuer à la mise en œuvre et au suivi des priorités identifiées par le Gouvernement dans le cadre du Sommet de transformation de l'éducation de 2022.

La transformation de l'éducation ainsi avancée a déjà été définie comme « *initiatives porteuses* » par le Système des Nations Unies. Deuxièmement, les perspectives de l'action onusienne vont renforcer la protection de l'environnement et de la biodiversité ainsi que la lutte contre les changements climatiques et les catastrophes naturelles par une intégration transversale dans l'ensemble des interventions. Les synergies dans ce domaine appellent au renforcement des engagements conjoints

en vue de l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de son impact, tout en accroissant les possibilités d'accès au financement climatique. Troisièmement, les Nations Unies concentreront leurs efforts sur des initiatives porteuses dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche Nexus HDP dans les zones de convergence, notamment dans les localités où les analyses diagnostic conjointes ont pu être réalisées et les besoins identifiés. Quatrièmement, l'autonomisation économique des femmes et des filles a été identifiée comme levier opérationnel de l'action des Nations Unies en matière d'égalité des sexes. De même, la question de la gestion intégrée de l'eau a été citée par l'Équipe-pays comme parmi les domaines de concentration en perspective, à la suite de l'accession par le Cameroun à la Convention sur l'Eau en 2022. Par ailleurs, il s'agira d'améliorer le niveau d'inclusion des personnes touchées par les déplacements forcés à travers notamment la poursuite de l'identification et de l'expérimentation des stratégies d'anticipation et d'atténuation locales, régionales et nationales leur offrant des solutions durables. Cet engagement inclura un plaidoyer auprès du Gouvernement ainsi qu'un renforcement de l'accès des parties prenantes à la documentation juridique.

Pour concrétiser toutes ces perspectives, l'Équipe-pays entend continuer un dialogue régulier avec le Gouvernement du Cameroun, en particulier ses entités décentralisées sur les politiques et solutions de développement, impliquant diverses parties prenantes telles que les organisations de la société civile, les universités et le secteur privé. De même, l'approche "*Delivering as One*" sera poursuivie au sein du Système des Nations Unies sous la direction du Coordonnateur résident qui veillera ainsi à assurer une représentativité adéquate et le bon fonctionnement des cinq groupes de résultats incluant toutes les Agences résidentes et non résidentes. L'objectif ainsi recherché sera de maximiser l'impact collectif des réalisations du Système des Nations Unies dans la promotion des droits humains au Cameroun en réponse à l'appel à l'action du Secrétaire Général.



Liste des acronymes et des abréviations

AGR	Activité génératrice de revenu	MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
ANOR	Agence nationale des normes et de la qualité	MINEPDED	Ministère de l'environnement et du développement durable
API	Agence de promotion des investissements	MINESEC	Ministère des enseignements secondaires
APME	Agence de promotion des petites et moyennes entreprises	MINFOF	Ministère des forêts et de la faune
BMN	Bureau de Mise à Niveau	MINHDU	Ministère de l'habitat et du développement Urbain
CNFI	Cadre National de Financement Intégré	MINJEC	Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
CCPAC	Comité des Chefs de Police d'Afrique Centrale	MINPROFF	Ministère de la promotion de la femme et de la famille
CENAJES	Centre National de la Jeunesse et des Sports	MINSANTE	Ministère de la santé publique
CNDDR	Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration	NEXUS HDP	Humanitaire-Développement-Paix
COSA	Comité de santé	ODD	Objectifs de développement durable
CTD	Collectivité territoriale décentralisée	PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
DDR	Démobilisation-Désarmement-Réinsertion	PDI	Personnes déplacées internes
ECS	Éducation complète à la sexualité	PEV	Programme Élargi de Vaccination
FEICOM	Fonds d'Équipement et d'Intervention Inter-Communale	PME	Petites et moyennes entreprises
FNE	Fonds national de l'emploi	PNVSA	Programme national de veille et de sécurité alimentaire
GRB	Budgétisation sensible au genre	PTME	Prévention de la transmission de la mère à l'enfant
GSV	groupe socialement vulnérable	SIGE	Système d'information de gestion de l'Éducation
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre	SND 30	Stratégie nationale de développement 2020-2030
INS	Institut national de la statistique	TPME	Très petite ou moyenne entreprise
MARAC	Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale	VBG	Violences basées sur le genre
MINADER	Ministère de l'agriculture et du développement durable		
MINAS	Ministère des Affaires sociales		
MINDDEVEL	Ministère de la décentralisation et du développement local		
MINEDUB	Ministère de l'éducation de base		
MINEE	Ministère de l'eau et de l'énergie		



NATIONS UNIES
CAMEROUN



**Rapport du Système des Nations Unies sur les Résultats au
Cameroun 2022**

Publié par le Système des Nations Unies Cameroun
No 1232 Immeuble Melopolis Rue 1794, Ekoudou, Bastos

Copyright © 2022 SNU Cameroun Tous droits réservés

+ 237 222 20 08 00 / 222 20 08 01

<https://cameroon.un.org/fr>

https://twitter.com/UN_Cameroon

<https://www.facebook.com/UNinCameroon/>

<https://www.instagram.com/uncameroon/>